



République du Bénin
Ministère du Développement Rural
Direction des Forêts et des Ressources Naturelles



Projet Forestier de Bassila, PRRF

**Projet : Restauration des Ressources Forestières
dans la région de Bassila – PRRF (GTZ-GFA, No. : 94.2008.4)**

Rapport de Mission

« Analyse et Planification - Genre et Développement »

effectuée du 24 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin

par Hildegard SCHÜRINGS

Experte en Analyse et Planification
« Genre et Développement - G&D »
et en Organisation paysanne

Frankfurt, le 10 Juin 2001

Résumé

La mission était la suite d'une des recommandations de la mission de Contrôle d'Avancement du Projet (CAP), effectuée pour le compte de la Coopération Technique Allemande (GTZ), en Octobre/ Novembre 2000. L'objectif principal était l'élaboration d'une stratégie „Genre et Développement“ pour la phase V (7/2001 à 6/2004) du projet.

L'approche méthodologie adoptée englobait l'analyse de la documentation et de l'état d'avancement du projet, l'élaboration d'une méthode de travail correspondant aux connaissances et compétences des agents du projet et de tous les concernés (populations rurales, structures et groupements, services techniques, organes de décision). Pour cette raison cinq équipes de recherche ont été formées. Ces équipes ont travaillé sur base de Termes de Référence pour la collecte et l'analyse des données dans les domaines socio-économiques, culturels, organisationnels, agricoles et forestiers selon l'approche « Genre et Développement ».

Durant un Atelier de Réflexion, de Formation et de Planification de trois jours, facilité par la consultante, les résultats de ces recherches furent présentés et débattus et des activités concrètes identifiées devant être insérées dans le plan d'opération.

Le rapport de l'atelier et un rapport préliminaire furent rédigés sur place. Ce présent rapport comporte essentiellement la présentation de la méthodologie appliquée, les contenus travaillés, des recommandations et des éléments d'une stratégie « G&D » qui dépassent les résultats de l'atelier.

Les principales recommandations concernent le renforcement des champs d'action, des compétences et capacités des acteurs impliqués et spécifiquement des femmes, la sensibilisation de toutes les populations sur l'approche « G&D », la consolidation du fonctionnement des structures et groupements, aussi par rapport à la décentralisation administrative, et la gestion des conflits. Toute la mission fut organisée comme un processus continu d'apprentissage dans une démarche : recherche – action – développement.

L'intégration de l'approche « G&D » nécessite une grande sensibilité pour éviter des effets pervers et des méthodes appropriées aux conditions locales. Elle ne devrait pas être considérée comme une charge de plus, mais comme un surplus en qualité pour conduire le projet à bon terme. Mais les concernés pour la protection des Ressources Naturelles dans la sous-préfecture de Bassila montre une grande ouverture face à cette approche et la volonté de changer des attitudes et comportement.

Tables des Matières

	Page
Résumé	
1 Introduction	4
2 L'approche méthodologique	5
3 Les attentes des agents du projets	7
4 Organisation et déroulement de la mission	8
5 Les contenus travaillés durant la mission	9
6 Les résultats de la mission	10
6.1 La Politique du Gouvernement de la République du Bénin	10
6.2 Quelques données sur la femme	14
6.3 La décentralisation	15
6.4 Quelques constats et observations	19
6.4.1 Remarques générales	
6.4.2 Constats au niveau du PRRF	
6.5 Recommandations et Stratégie „Genre et Développement“	20
Bibliographie	25

Annexes

Annexe 1 : Abréviations

Annexe 2 : Termes de Référence

Annexe 3 : Calendrier d'activités

Annexe 4 : Rapport de l'Atelier de Réflexion, de Formation et de Planification
du 14 au 16 Mai 2001 avec 5 Annexes

Annexe 5 : Rapport préliminaire (Cotonou, Résumé du 21.05.2001)

Annexe 6 : Répertoire des Groupements féminins dans la sous-préfecture de
Bassila

1 Introduction

La mission était la suite d'une des recommandations de la mission de Contrôle d'Avancement du Projet (CAP), effectuée pour le compte de la Coopération Technique Allemande (GTZ), en Octobre/ Novembre 2000 : « Dans son cadre général, le projet devrait réfléchir ... à l'élaboration d'une stratégie en matière de Genre à mettre en application en phase V insistant plus sur les intérêts stratégiques des femmes ».

Les Termes de Référence :

Les principales activités, prévues dans les Termes des Référence, sont les suivantes (voir Annexe 2) :

- Analyser, au niveau de la sous-préfecture, la place actuelle de la femme dans la vie publique et dans le domaine économique.
- Explorer les possibilités de renforcer le poids de la femme dans les organisations villageoises impliquées dans la gestion des ressources naturelles et d'accroître les revenus qu'elle peut retirer de l'utilisation de ces ressources.
- Dans le détail il s'agit d'étudier par quels moyens les femmes peuvent davantage faire valoir leurs intérêts dans les structures villageoises de gestion des unités d'aménagement, dans les groupements d'intérêt économique et dans les comités créés dans le cadre de la gestion de terroirs.
- Analyser l'opportunité de sécuriser leur droits sur des ressources qu'elles exploitent déjà où pour lesquelles elle s'approprient à le faire, comme par exemple la plantation de fruitiers, comme les manguiers ou des palmiers.
- Etudier comment on pourrait faire accéder les femmes à des activités en relation avec les ressources forestières, dont elles se trouvent plus ou moins écartées. A titre d'exemple on peut citer la récolte des noix de cajou dans les plantations des forêts classées.
- Par rapport à la prise en compte des aspects « genre » par les agents du projet, vérifier dans quelle mesure cette exigence est satisfaite et étudier le cas échéant quelles mesures de formation et de sensibilisation doivent être mise en œuvre.
- Conseiller l'équipe d'animation concernant l'aménagement de son plan de travail afin de mieux y intégrer les aspects « genre ».
- Examiner quelles modifications pourront être apportées au système de suivi-évaluation pour pouvoir mesurer les effets de l'action du projet, de manière séparée, sur les femmes et les hommes.

La mission s'est déroulée dans de très bonnes conditions, la consultante tient à remercier tous les agents du Projet, M. le Directeur, le staff élargi, les animateurs et animatrices du terrain et les animateurs dans les terroirs, le Conseiller Technique Principal, la Volontaire (VED), ainsi que les autorités

sous-prélectorales, tout spécialement M. le Sous-Préfet et les membres du Comité de Direction et de Surveillance (CDS).

Nos remerciements vont aussi aux populations, aux femmes et aux hommes, réunies aux sein des structures et groupements, qui nous ont réservé un accueil chaleureux et ont été très disposés et disponibles pour nous faciliter les recherches sur terrain.

De plus, les responsables, conseillers et conseillères de diverses structures : Ministères, GTZ, GFA-Terra systems et DED-SAD nous ont chaleureusement accueilli (voir Annexe 3).

Comme la grande partie des résultats de la mission a été intégrée dans le rapport de l'Atelier de Réflexion, de Formation et de Planification, organisée du 14 au 16 Mai 2001 à Bassila (Annexe 4), ce rapport comporte essentiellement les objectifs de la mission, la philosophie de base, ayant guidé la mission, et la méthodologie appliquée. De plus, quelques recommandations qui dépassant les résultats de l'atelier seront formulées et des éléments d'une stratégie « Genre et Développement » esquissés.

2 L'approche méthodologique

Un principe primordial de l'approche « G&D » est l'implication réelle de tous les acteurs et actrices du développement, une approche participative dans les sens de 'bottom-up' (venir d'en bas) et ne pas 'top-down' (agir d'en haut).

De plus, l'objectif de la mission était de

- préparer le transfert des compétences, la situation après projet ;
- valoriser les acquis du projet pour la décentralisation administrative ;
- appuyer la pérennité des actions ;
- identifier des activités concrètes selon l'analyse « Genre et Développement » pouvant être inscrites dans le Plan d'Opération.

Comme le staff du projet a, lors de la restitution finale, souhaité de savoir plus sur l'approche utilisée durant la mission nous résumons par la suite la philosophie de base et les plus importants principes qui ont guidé notre travail (voir aussi l'introduction en « Genre et Développement » dans le rapport de l'atelier - Annexe 4) :

a) La démarche pédagogique consistait à faire valoir les connaissances et compétences

- des agents du projet ;
- des membres du CDS qui devrait prendre la relève après la fin du projet ;
- des premiers concernés : les populations de la sous-préfecture de Bassila qui sont responsables pour la protection et une exploitation raisonnable des ressources naturelles.

b) La base théorique est une pédagogie humaniste, c. à. d. mettre les êtres humains au centre d'intérêt, les hommes et les femmes comme principaux acteurs de leur développement.

c) Les méthodes appliquées s'inspirent des concepts et outils de la dynamique de groupe (psychologie sociale), de la communication sociale, de la planification et de la gestion des projets (Project Cycle Management - PCM), du développement organisationnel et du management de qualité.

Quelques éléments importants pour pouvoir réaliser cette démarche :

- reconnaître les concernés comme personnes capables de maîtriser leur développement et ayant des facultés d'apprentissage et de changement ;
- employer des méthodes qui facilitent l'apprentissage et stimulent la disposition de changer les attitudes et de remettre en question certaines convictions comme des préjugés et stéréotypes ;
- créer une ambiance de confiance, qui permet l'ouverture de l'esprit et des réflexions poussées sur des questions vitales du développement ;
- se mettre à l'écoute des concernés ;
- organiser le processus d'apprentissage d'une façon optimale pour avoir un maximum de résultats et de bénéfices (efficacité) ;
- utiliser un langage approprié et non-discriminatoire au niveau des collaborateurs et collaboratrices.

C'est dans cette philosophie que la démarche suivie par la consultante s'est inscrite. Concrètement ceci s'est traduit pour les différents volets de la mission par :

- L'adoption de l'approche « G&D » comme thème transversal ;
- la facilitation d'un atelier de réflexion, de formation et de planification par une méthode permettant à tous les participants, situés à différents niveaux hiérarchiques, de s'exprimer librement, de mobiliser leurs connaissances et compétences et de faire part de leurs expériences ;
- l'organisation d'un processus de réflexion et d'apprentissage par des travaux de recherche et l'organisation de l'atelier pour tous les agents en vue de :
 - Exploiter les connaissances et compétences des agents du projet, des membres du CDS et des populations concernées ;
 - Compiler les données essentielles et les soumettre aux débats des participants de l'atelier ;
 - Exploiter les expériences vécues, et ensuite
 - En déduire des conclusions, des actions concrètes devant être insérées dans le Plan d'Opération pour la phase V du Projet (7/2001-6/2004) -, l'élaboration du plan d'opération sera réalisée à la fin du mois de mai 2001 – ;
 - Réaliser la capitalisation des expériences faites et des leçons apprises tout au long du projet et
 - Veiller à la pérennité des actions entamées.

3 Les attentes des agents du projet face à la mission

Les attentes des agents du projet en face de cette mission 'Analyse et Planification en Genre et Développement' ont été les suivantes :

- ◆ Une stratégie efficace en genre est appliquée par l'équipe du projet.
- ◆ Comment surmonter les nombreux handicaps des femmes dans le contexte de la zone ?
- ◆ Améliorer encore l'intégration des femmes dans les activités du projet (comment ?).
- ◆ Faire des propositions concrètes pour améliorer l'aspect genre en phase V.
- ◆ J'attends une direction, comment on peut bien intégrer les femmes dans les SVGT.
- ◆ Comment prendre en compte les femmes et les démunis dans les actions du projet.
- ◆ Avoir des pistes conséquentes pour la planification de la phase V du projet.
- ◆ Prise en compte des réalités sociologiques du milieu dans les analyses et propositions en genre.
- ◆ Tenir compte des réalités sociologiques du milieu dans les diverses recommandations.
- ◆ Des résultats qui répondent aux aspirations des populations concernées (hommes et femmes).
- ◆ Collaboration franche et fructueuse.
- ◆ A la fin de la mission avoir des propositions très simples applicables dans nos villages en genre prenant en compte les réalités sociologiques de la sous-préfecture.
- ◆ Une aide de ma planification comme VED pour mon temps qui me reste et pour la planification pour toute la phase V, aussi pour ma remplaçante.
- ◆ Le personnel bien que fortement masculin est acquis à la cause et n'attend que des outils techniques pour mieux faire.
- ◆ L'équipe du projet est doté d'un outil très adopté et efficace en matière de l'application de l'approche gender.
- ◆ Meilleure application de 'genre et développement' pour favoriser un transfert de compétences plus dynamique.
- ◆ Bonne considération des acquis.
- ◆ Bonne préparation de la planification phase V.

4 Organisation et déroulement de la mission

En fonction de ces attentes et de l'évolution du projet, la mission a été organisée en sept volets distincts :

1. Lecture de la documentation du projet et prise de connaissance du cadre général de la Coopération Technique Allemande au Bénin et de l'état des travaux du projet.
2. Entretiens avec des responsables et conseillers à divers niveaux : Ambassade de l'Allemagne, Bureau GTZ, Projets appuyés par la GTZ : Conseillers/ Conseillères auprès des Ministères de l'Intérieur, de l'Environnement, du Développement rural, (actuellement Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche) et avec la responsable de la cellule « Promotion féminine » de ce Ministère ; de plus avec des représentants de la GFA Terra Systems et du DED-SAD : délégué, conseillère en « Genre & Développement » (voir Annexe 3).
3. Après la présentation du projet par le staff, une conception de travail fut élaborée qui correspondait à l'état du projet, aux compétences du personnel et visait une optimisation des résultats de la mission (efficacité et efficience). Ainsi, cinq équipes de recherche ont été mises en place avec des termes de référence bien spécifiques, élaborées par la consultante. Ces équipes ont été encadrées par nous, et une réunion de mi-parcours fut organisée en vue de faire une première mise en commun des travaux et de vérifier l'état d'avancement.
4. Parallèlement à ce travail de recherche et en complément, des visites de terrain auprès des structures et des groupements féminins et ensuite le dépouillement des entretiens avec les équipes de terrain ont été réalisés.
5. En vue de la vulgarisation des résultats des travaux de recherche et de la stimulation de la réflexion, nous avons proposé l'organisation d'un Atelier de réflexion, de formation et de planification « Genre et Développement », du 14 au 16 Mai 2001 à Bassila, impliquant tous les responsables et encadreurs. L'atelier a été facilité par la consultante et les diverses équipes et groupes de travail. Après une introduction théorique sur l'approche 'Genre et Développement' par la consultante, les résultats de recherche des cinq équipes ont été exposés et débattus, et ensuite cinq groupes de travail ont identifié des actions concrètes pour la phase V du projet.
6. Evaluation de l'atelier et de la mission, restitution des résultats préliminaires au staff du Projet, au Conseiller-GTZ auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP, ancien MDR), à la responsable de la cellule « Promotion féminine » au MAEP, à la conseillère au Ministère de l'Environnement et à la Conseillère « genre » du DED.
7. A la fin de la mission, un rapport préliminaire (résumé, Annexe 5) de la mission et le rapport de l'atelier, rédigé sur place (Annexe 4), furent remis au CTP du projet.

5 Les contenus travaillés durant la mission

Au début de la mission, nous avons réalisé avec les membres du staff du projet et une animatrice de terrain un brainstorming sur la compréhension de l'approche « Genre et Développement » :

- Egalité des deux sexes (h/f) en ce qui concerne : revenus, droits, responsabilités, accès aux ressources naturelles....
- Prise en compte de toutes les couches de la société en vue d'un développement harmonieux.
- Prise en compte de l'existence des hommes/femmes, riches/pauvres, nantis/ démunis.... dans ce que l'on fait.
- GENDER : prise en compte des préoccupations des femmes et des hommes dans la conception d'un programme de développement.
- Genre et développement = développement participatif avec la participation des femmes, des pauvres et toutes les couches défavorisées.
- Accès aux ressources et partage des bénéfices dans le processus de développement.
- Implication de tous les acteurs.
- Prise en compte des minorités et marginalisés.
- Approche participative de la femme.
- Amélioration de la situation féminine.
- Le diagnostic d'un milieu doit se faire avec la participation des femmes et des hommes.
- Approche consistant en implication du genre féminin dans la mise en œuvre des actions de développement.
- C'est un développement participatif sans discrimination.
- Genre et développement = développement impliquant toutes les couches sociales (hommes, femmes, etc.).
- La prise en compte du sexe femme et homme dans le processus de développement local, régional, etc.
- Faire beaucoup de sensibilisation avec les hommes pour qu'ils acceptent un rôle plus fort, un rôle plus 'égal' des femmes.
- Travailler avec hommes et femmes ensemble.

Suivant l'application de l'approche « G&D » et dans l'optique de préparer le transfert des compétences, la situation après projet, et de valoriser les acquis du projet pour la décentralisation, les principales interventions ont porté sur :

- Collecte des données dans les domaines socio-économiques, éducatifs, emploi, infrastructures selon l'approche G&D ;
- Analyse du paysage institutionnel lié à la Protection des Ressources Naturelles

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

- Analyse du développement organisationnel des structures et des groupements féminins ;
- Analyse des Potentialités des forêts et terroirs en vue d'identifier des activités génératrices de revenu porteuses spécifiquement pour les femmes ;
- Le rôle actuel et futur des organisations toutes confondues et liées à la décentralisation ;
- La capitalisation des expériences acquises (voir rapport de l'Atelier de Réflexion, de Formation et de Planification, Annexe 4).

Les travaux de recherche et d'analyse, assurés par cinq équipes, composées des membres du staff élargi du projet (responsables, chefs de zone) et des animateurs et animatrices du terrain et mobilisant une vingtaine de personnes, ont été intégralement insérés dans le rapport de l'atelier de réflexion, de formation et de planification. Le dépouillement des interviews auprès de quatre structures villageoises et de cinq groupements féminins par la consultante et un chapitre rédigé par l'équipe 2 ont complété ce rapport.

A la fin de la mission, le rapport de l'atelier a été confié au Conseiller Technique Principal et à la Volontaire Européenne de Développement.

6 Les résultats de la mission : « Genre et développement » et la « Décentralisation »

De nombreuses données et résultats de recherche ont été présentés lors de l'atelier. L'atelier a été très riche en informations avec des débats approfondis sur des questions importantes pour la phase V, l'avenir des actions entamées et des structures et groupements mis en place. Il a été très apprécié par les participants et participantes. Il nous semble, un reel processus d'apprentissage sur l'approche « G&D » et ses possibilités de réalisation sur terrain a déclenché.

Par la suite, nous reprenons les grandes lignes de la politique du gouvernement de la République du Bénin pour ensuite présenter quelques données sur la femme au Bénin et l'importance de la décentralisation administrative en cours. Enfin, quelques constats et observations qui dépassent les résultats de l'atelier seront faits, et des recommandations et éléments d'une stratégie « Genre et Développement » seront esquissés.

6.1 La Politique du Gouvernement de la République du Bénin

Plusieurs instances du gouvernement béninois ont élaboré des Politiques de Développement qui considèrent la philosophie et la méthode « Genre et Développement » comme tâche transversale pour toute action de développement.

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

En ce qui concerne le Projet de Restauration des Ressources Forestières de Bassila, il s'agit principalement des politiques et stratégies développées par les

- Ministère de la Protection Sociale et de la Famille (Novembre 2000) et
- Ministère du Développement Rural (Juillet/ Août 2000).

Ces politiques correspondent aux stratégies de la Coopération Allemande (BMZ 1997).

a) Les grandes lignes d'orientation du projet de la République du Bénin, **Ministère de la Protection Sociale et de la Famille : Politique Nationale de Promotion de la Femme** (11/2000, pas encore adopté par le parlement) sont :

Les Objectifs globaux sont :

1. Promouvoir l'accès équitable de la fille et de la femme à l'éducation et à la formation ;
2. Amener la femme à plus d'autonomie sur le plan économique ;
3. Améliorer l'état de santé et de nutrition de la femme et de la famille ;
4. Améliorer l'environnement juridique et social de la femme ;
5. Améliorer le niveau de connaissance et de respect du statut juridique et social de la femme ;
6. Valoriser et prendre en compte le travail de la femme ;
7. Recenser et valoriser les cultures et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme ;
8. Impliquer la femme dans la gestion des calamités et des grands phénomènes naturels, sociaux et environnementaux.

Les principales mesures pour la mise en œuvre sont :

1. Les réformes institutionnelles (création d'une Commission Nationale de la Promotion de la Femme, dont les attributions seront de veiller à la mise en œuvre effective de la politique et à la prise en compte effective des préoccupations des femmes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes et projets sectoriels, d'assurer une meilleure coordination de toutes actions entreprises en faveur de la femme) ;
2. Mesures législatives et réglementaires ;
3. Mesures financières, la mobilisation des ressources nécessaires pour soutenir les actions programmées, en faisant aussi appel à la coopération avec les partenaires au développement.

b) Le **Plan Stratégique Opérationnel du Ministère du Développement Rural** (Août 2000) aborde tout au long du document le thème « genre et développement » et consacre le chapitre 6 spécifiquement à la mise « en valeur de son importance et de la place que le MDR souhaite lui donner dans le cadre de sa stratégie de développement pour le secteur. » (p. 67).

Le document constate que, malgré le rôle prépondérant de plus en plus reconnu que jouent les femmes dans la création des richesses nationales (70%), le processus réel de promotion de la femme en milieu rural n'a pas encore déclenché. Ceci est dû surtout aux points suivants :

- un statut social perpétué de longue date maintenant la femme dans une situation de dépendance socio-économique et culturelle par rapport à l'homme ;
- un manque de confiance en soi chez la femme l'empêchant de prendre des initiatives propres à modifier l'état d'esprit dominant ;
- les femmes ont de plus grandes difficultés d'accès que les hommes à l'alphabétisation et à l'instruction formelle, à l'information, à la formation et aux technologies ;
- elles ont peu d'accès aux ressources productives et au crédit.

Etant donnée que les approches préconisant « L'intégration de la Femme dans le Développement – IFD » n'ont pas porté les fruits souhaités, des interrogations restent en suspens :

- « Comment faire admettre à tous et reconnaître par tous, les droits et responsabilités des femmes par rapport aux hommes ?
- Dans quelle mesure pourrait-on assurer durablement et de façon équitable l'accès de tous les acteurs aux ressources et facteurs de production, aux services, aux équipements et aux technologies ?
- Que faire pour concilier rationnellement les tâches productives et celles reproductives chez la femme rurale dans un esprit d'amélioration de ses conditions de travail ?
- Quelles opportunités pourrait-on saisir pour amener les hommes des communautés rurales à s'accommoder de la participation effective des femmes aux prises de décision dans les divers corps de métiers agricoles ?
- Comment s'assurer que toutes les informations et formation destinées à garantir une meilleure maîtrise des rôles et responsabilités des femmes et des hommes dans les programmes d'appui sous-sectoriels, sont effectivement mises à la disposition des unes et des autres ? » (p. 68)

Les orientations stratégiques du MDR se basent sur les principes suivants (pp. 68) :

- L'équité et la justice sociale permettront d'atténuer les différences sociales et économiques dans les relations homme –femme et d'accroître le pouvoir des femmes en matière de gestion et de décision concernant les ressources productives ainsi que les bénéfices qu'elles génèrent.

Les grands axes d'intervention sont les suivants :

- Améliorer l'accès à la terre et son contrôle (code foncier, systèmes de baux, droit d'usufruit à long terme, mesures législatifs) ;
- En vue de rendre la main-d'œuvre plus disponible: recherche et diffusion de technologies et outillage adaptés ;
- Promouvoir la diversification des activités génératrices de revenus ;
- Développer une politique générale de crédit rural.

Renforcer les aptitudes des femmes rurales à utiliser les ressources :

- Favoriser l'accès des femmes à l'information ;
- Contribuer au renforcement des programmes d'éducation de base ;

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

- Développer en partenariat avec les diverses structures concernées un système de diffusion en matière de méthodes et techniques spécifiques aux activités productives et domestiques dans la perspective d'une réduction de leur charge de travail ;
- Améliorer la formation par l'élaboration, l'exécution et l'évaluation participatives des thèmes visant à renforcer les capacités et les qualifications dans le domaine de la production, de la gestion, de la commercialisation et de l'organisation de micro-entreprises rurales, l'appui au renforcement des capacités des structures et agents d'encadrement ;
- Œuvrer pour une amélioration durable des conditions de production, à travers des appuis aux structures paysannes/ organisations féminines rurales.

Garantir la participation des femmes aux processus de décision :

- Renforcer la coopération entre les structures organisées paysannes en faveur d'une plus grande émergence de femmes leaders et d'une implication plus concrète des femmes dans la prise de décision ;
- Œuvrer pour la mise en place de dispositions institutionnelles permettant d'assurer la représentation effective des femmes dans les instances de décision à divers niveaux ;
- Promouvoir les activités économiques rentables des femmes rurales et développer leurs capacités organisationnelles et de négociation en vue du renforcement progressif de leur pouvoir au niveau des instances de décision.

6.2 Quelques données sur la femme au Bénin

Population totale: 5.780.000 (estimation 1997)
Féminine: 51% Masculine: 49%
dont 70% en milieu rural,
dont 60% main-d'œuvre agricole

Age : 0-5ans : 18,5%
6-11ans : 19,6%
12-14 ans : env. 10%
15-59 ans : 46%

Femmes en âge de procréation : 44,2% de la population féminine

Taux de scolarisation (2000): Filles 66,29% garçons : 94,65%
Taux d'alphabétisation, personnes âgées de plus de 30 ans (1992) :
Femmes : 9,6% Hommes : 28,4%,

Activités économiques:

Secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, cueillette, etc.): plus de 70% de la population, 39% du PIB, 80% des recettes d'exportation, 15% de recettes de l'Etat, 75% de l'emploi

Secteur secondaire (formel et informel (surtout agro-industrie, privatisé), environ **7,7% des femmes** (surtout fabrication du savon, textile – couture et tissage – transformation des produits agricoles)

Secteur tertiaire (prépondérance du commerce informel (**89,5% femmes**, 1992) = distribution des produits locaux (surtout vivres) et importés

Activités dans les ménages et activités sociales (milieu urbain/ rural) :
Femmes : 19/20%, Hommes : 12/13%

Taux d'emploi
Secteur informel (dans le commerce : 90% des actifs sont des femmes)

Secteur formel : Fonction Publique : **Femmes 26,8%** (1997)

Taux annuel moyen de croissance économique : 4,63% (1991-1997)

Position juridique de la femme, régie par : le Code civil Napoléonien 1804, Coutumier du Dahomey 1931, et la Constitution du 11/11/1990 qui reconnaît l'égalité en droit de l'homme et de la femme

Politique : 5 Femmes sur 83 députés (2001)
2 Ministres sur 21
1 femme, présidente de la Cour Constitutionnelle

Sources : Projet de la République du Bénin, Ministère de la Protection Sociale et de la Famille : Politique Nationale de Promotion de la Femmes, 11/2000, République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Déclaration de Politique de Développement Rural. Juillet 2000

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

6.3 La Décentralisation

La décentralisation administrative appelle tous les citoyens et toutes les citoyennes à jouer un rôle important dans la gestion des affaires publiques.

La situation actuelle et objectifs (MISAT, Avril 2001) :

« Le Gouvernement envisage l'organisation des élections municipales et communales au plus tard six mois après les élections présidentielles en mars 2001. ...

Après les élections :

Mise en place de la nouvelle Organisation de l'Administration Territoriale dans ses composantes constitutives :

- création des Communes et passation de « pouvoir »/de « service » : Sous-Préfets / Chefs Circonscription Urbaine (CU) - Maires
- suppression effective des Sous-Préfectures/CU en tant que circonscriptions administratives
- regroupement d'une partie des Sous-Préfets au niveau de la Préfecture et reformulation de leur mission comme auxiliaires du Préfet en tant qu'autorité de tutelle communale
- ajustement et application du dispositif budgétaire national en fonction des impératifs de la réforme, notamment : séparation budgets communaux et budget de l'Etat, imputation des dépenses de souveraineté à ce dernier, subventions de compensation et de péréquation, ristourne des parts des impôts partagés (TVA etc.) revenant aux Communes.

Les grandes orientations de la réforme de l'administration territoriale :

- Il n'y aura qu'un seul niveau de décentralisation (= de « communalisation ») :
Les actuelles Sous-Préfectures et Circonscriptions Urbaines qui se transformeront de circonscriptions administratives de l'Etat en Communes (ce qui n'exclut pas à long terme, après implantation réussie des communes, la « communalisation » d'autres niveaux, p.ex. du Département). Nombre total des communes : 77. Il n'y pas d'hierarchie entre les communes qui sont soumises toutes au même régime statutaire (un statut particulier ajoute néanmoins pour les grandes villes : Cotonou, Porto Novo et Parakou, quelques dispositions d'ordre structurel et de compétences).
- Seront élus :
 - Le Conseil Communal et le Conseil de Village/ Quartier de Ville au suffrage universel direct
 - le Maire et ses Adjoints par le Conseil Communal

- le Chef d'Arrondissement par le Conseil Communal parmi les conseillers élus sur la liste de l'arrondissement concerné
 - les chefs de Village/ Quartiers de Ville par le Conseil de Village/ Quartier de Ville.
- Resteront des unités administratives sans personnalité juridique ni autonomie financière, mais dotées d'organes de représentation, les niveaux infracommunaux :
- Arrondissements
 - Villages/Quartiers de ville de la Commune
- Il n'y aura qu'un seul niveau de déconcentration : le Département
- Le Préfet aura compétence de coordination des Services Extérieurs/ Déconcentrés de l'Etat.
- La mise en œuvre de la réforme se fera globalement et simultanément. Il n'y aura ni Communes pilotes avec extension progressive de la réforme ni distinction entre Communes de plein exercice et autres.
- Le Préfet est l'unique autorité de la tutelle de la Commune. Il est assisté dans cette fonction par des collaborateurs (administrateurs civils, les ex- « Sous-Préfets ») regroupés en fonction de leur nouvelle mission au niveau de la Préfecture.
- Il n'y aura plus de lien hiérarchique entre les représentants de l'Etat (Préfets) et le Maire. La tutelle s'exercera selon les règles et instruments de la Loi portant Organisation des Communes. Elle revêt un fort aspect d'assistance et de conseil aux Communes.
- Le budget de l'Etat et ceux des Communes seront strictement séparés. Les dépenses de souveraineté de l'Etat (fonctionnement des Préfectures etc.) seront imputées exclusivement au budget de ce dernier.
- Il y aura un système de péréquation/solidarité financière entre les Communes et entre Communes et Etat. Les prestations de l'Etat aux Communes dans le cadre de ce système peuvent être à titre gratuit ou onéreux. Les cadres administratifs de l'Etat ne seront plus mis à disposition gratuitement, mais détachés (donc placés sous l'autorité du Maire) avec, éventuellement, une subvention salariale compensatrice de l'Etat à la Commune. »

Ainsi, les hommes et les femmes dans la sous-préfecture de Bassila seront appelés d'élire leurs représentant(e)s au niveau du conseil communal. La Commune désignera les organes et structures à mettre en place.

Par rapport aux structures et groupements mis en place dans le cadre du projet, il faudrait

- préparer les structures, groupements et la population en général pour qu'ils puissent accomplir leur rôle ;

- étudier la compatibilité de ces structures avec les futures structures (voir les discussions lors de l'atelier du 14 au 16 mai 2001, Groupe de travail 3).

Actuellement, plusieurs organismes proposent dans tout le territoire des conférences et ateliers sur le rôle de la femme dans ce processus de décentralisation, par exemple la Fondation Konrad Adenauer (voir l'atelier) et le SNV (1999).

Cette réforme a un effet important sur les politiques et stratégies de développement au niveau des futures communes (anciennes sous-préfectures) et sur le rôle à accomplir, les droits et devoirs des citoyens et citoyennes. Etant donné que toute personne qui se présente comme candidat(e) pour les élections du conseil communal doit maîtriser la lecture et l'écriture du français, les femmes sont défavorisées à cause du nombre très limité de femmes alphabétisées en milieu rural.

La décentralisation a pour enjeux principaux la promotion de la démocratie à la base et le développement local

Niveau de gouvernance	Compétences	Conditions d'élection	Défis pour les populations rurales
Etat	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Défense nationale ◆ Justice ◆ Affaires étrangères ◆ Soutien aux collectivités locales ressources humaines, matérielles et financières 		
Préfecture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tutelle administrative sur les Communes ▪ Contrôle de la légalité des actes du maire, des décisions du conseil communal et du budget communal, ▪ Assistance-conseil aux communes 		
Commune Personnalité juridique Autonomie financière Géré par un conseil communal élu, qui élit le maire	<ul style="list-style-type: none"> • Développement local : • Aménagement, habitat, urbanisme, • Infrastructures, équipement, transport • Environnement, hygiène, salubrité • Enseignement primaire et maternel • Alphabétisation, éducation des adultes • Santé • Action sociale et culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Le conseil communal élit parmi ses membres (élus par la population) le maire qui peut être démis par le conseil 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conception des programmes de développement en fonction des besoins réels et des préoccupations des populations ➤ Recherche avec les populations des solutions les meilleures et des moyens adéquats pour la promotion de la population
Arrondissement Pas de statut juridique Election des conseillers communaux		<ul style="list-style-type: none"> ◆ Toute personne, ayant 21 ans, n'ayant pas commis de crime et maîtrisant l'écriture et la lecture du français est éligible ◆ Toute personne majeure (18 ans), domiciliée dans la commune a le droit de vote 	

6.4 Quelques constats et observations

Par la suite seront mentionnés quelques constats et observations dont il faudrait tenir compte pour la prochaine phase du projet.

6.4.1 Remarques générales :

- Au niveau du gouvernement, il existe des politiques et stratégies en faveur de « Genre et Développement » qui doivent être transcrites dans des stratégies concrètes aux niveaux régional et local (voir chapitre 6.1).
- Les actions en cours pour la réalisation de l'approche « G&D » semblent se trouver actuellement à un stade d'analyse dont la portée ne semble pas avancer. Il faudrait faire un pas qualitatif pour intégrer l'approche comme thème transversal dans toutes les démarches.
- L'approche « G&D » doit être intégrée d'une façon sensible et adaptée à chaque circonstance pour ne pas susciter des effets pervers (résistance, obstacles, limitation du champs d'action des femmes), sans pour autant donner une légitimation de « ne rien faire ».
- L'approche « G&D » nécessite le changement de la perception des rôles et capacités des femmes et des hommes, ainsi de l'esprit, des attitudes et du comportement et ne peut pas être appliquée d'une façon mécaniste. Sa réalisation devrait se faire comme un processus continu d'apprentissage, de réflexion, de formation et d'actions et s'inscrire dans une démarche : recherche – action - développement.
- La décentralisation en cours a une importance cruciale pour le développement local et peut avoir aussi bien des effets très positifs que des effets néfastes. Les évolutions dans d'autres pays en Afrique ont montré qu'elle peut engendrer des tensions et conflits violents. Son ampleur devrait être considéré, par tous les acteurs de développement, comme un défi important pour le peuple béninois.

6.4.2 Constats au niveau du PRRF

En plus des constats et actions concrètes, formulés lors de l'atelier, les premières observations et recommandations sont les suivantes :

- Le staff du projet comme les acteurs et actrices de terrain montrent une grande ouverture et un engagement remarquable face à l'approche « G&D ».
- Ils ont tout à fait la capacité de mettre en valeur cette approche.
- Néanmoins, il faut veiller à ce que l'application de l'approche auprès des populations en général et populations paysannes en particulier soit adaptée à leurs besoins et intérêts (pour éviter des réactions comme : « le

projet commence à se mêler des affaires des ménages »). Ceci nécessite le développement des méthodes sensibles et porteuses.

- L'approche « G&D » ne devrait pas être considérée comme une charge de plus, mais comme un surplus en qualité pour conduire le projet à bon terme. Ceci exige des démarches constructives et « non-ménaçantes ».
- Comme mentionné, l'introduction de l'approche est un travail de longue haleine. Vu que le projet va entrer dans sa cinquième et dernière phase, il serait hypocrite de supposer de pouvoir atteindre des « miracles » que d'autres projets ou institutions n'ont pas pu atteindre pendant des dizaines d'années. Mais la volonté de changer est présente dans les esprits et actions aux divers niveaux et sera ainsi un bon point de départ.

6.5 Recommandations et Stratégie « Genre et Développement »

a) Recommandations

Concernant les résultats de la mission, des équipes de recherches et des groupes de travail lors de l'atelier :

- Il est fortement conseiller
 - de faire avant l'atelier pour l'élaboration du plan d'opération une évaluation des réflexions et données débattues lors de l'Atelier du 14 au 16 Mai 2001 et
 - plus tard un dépouillement plus approfondi des nombreuses données recueillies et ceci dans l'optique de :
- développer des nouvelles filières pour des groupements féminins (avec valeur ajoutée intéressante), par exemple traitement des noix cajou, prestations de nouveaux services pour les passagers ;
- améliorer le fonctionnement et vérifier la fonctionnalité/ viabilité des diverses structures et groupes ;
- associer la jeunesse à la gestion des Ressources Naturelles ;
- associer des partenaires performants et crédibles au processus pouvant par exemple assurer la fonction des prestataires de service pour les groupements et structures (services techniques, organisations locales, ONG etc.).

Le projet pourrait profiter des expériences d'autres projets de la coopération allemande et d'autres agences de coopération, par exemple pour l'appui aux groupements et structures du programme « Organisations locales » du DED-SAD, pour l'approche genre et développement du SNV (coopération néerlandaise) et de la Danida (coopération danoise).

Au Bénin, le commerce est pour une très grande partie dans les mains des femmes. Mais une formation/ un perfectionnement en étude de marché, en commercialisation et marketing s'avère nécessaire. Le projet pourrait exploiter les modules CEFE (Création d'Entreprise – Formation d'Entrepreneurs, GTZ),

élaborés pour des jeunes filles du monde rural en Tunisie, ou d'autres expériences en Afrique.

Les résultats de cette mission devront être intégrés dans les démarches pour un projet du BMZ en préparation (appui à la réalisation d'une stratégie genre et développement au Bénin).

b) Stratégie « Genre et Développement G&D »

Ci-joint seront mentionnés quelques éléments d'une stratégie « G&D » :

- 1) « G&D » nécessite un changement de la perception des femmes et des rapports homme-femme ; les femmes devront être considérées non comme victimes (aider, leurs donner, faire pour elles), mais comme véritables actrices de développement. Ceci implique une ouverture d'esprit et un changement d'attitude et de comportement, aussi bien des hommes que des femmes.
- 2) Pour pouvoir atteindre ce but, il faudrait une approche opérationnelle visant à :
 - Faire valoir les savoir et compétences des femmes et des hommes
 - Faire ressortir leurs besoins
 - Promouvoir leurs capacités
 - Les appuyer pour qu'elles puissent identifier leurs besoins pratiques et surtout leurs intérêts stratégiques.
- 3) Le développement organisationnel exige au niveau des groupements féminins et au niveau des structures de :
 - les appuyer pour un meilleur fonctionnement, gestion ;
 - adapter et simplifier le règlement intérieur et le statut ;
 - appuyer l'organisation des échanges entre les groupes dans la sous-préfecture et d'ailleurs ;
 - introduire les notions de démocratie, de procédures d'élection et de désignation des représentant(es) des groupements et structures, définir des critères de choix, ;
 - renforcer leurs capacités de se prendre en charge : formations en étude de marché, de commercialisation et de marketing, formations en gestion et comptabilité ;
 - renforcer les capacités de négociation ;
 - appuyer leurs capacités de lobbying auprès des diverses instances au niveau régional, national et international en vue de la reconnaissance de leurs compétences et savoirs.
- 4) Ouverture sur le monde et renforcement des capacités en vue d'occuper des postes de décision (empowerment) :
 - renforcer l'alphabétisation fonctionnelle et la post-alphabétisation

- appuyer l'échange entre groupements (aux niveaux local, régional, national et avec des pays limitrophes) ;
- faire connaître l'histoire/ le vécu des femmes, « atelier d'écriture » pour valoriser les expériences des femmes et faire parler d'elles ;
- créer des espaces d'expression/ de témoignage.

A ce processus on pourrait associer les jeunes, par exemple les élèves, garçons et filles.

5) Les rapports hommes – femmes

- Valoriser l'image de la femme (mère, épouse, fille, productrice, commerçante ...), stratégie : Information, Education et Communication – IEC (média : Radio Mont Kouffè, théâtre, festivals culturels etc.)
- Les femmes ont besoin des espaces d'expression/ d'échanges et des réseaux entre elles, comme les hommes le font depuis toujours (il n'est souvent pas conseillé d'intégrer les hommes dans les groupements féminins) ;
- Rassurer les filles et femmes que leur promotion n'est pas nuisible à la famille et aux relations conjugales ;
- Faire parvenir les femmes aux sphères de décisions, occupées surtout par les hommes ;
- Sensibiliser les hommes de s'engager pour une complémentarité plus juste entre les genres ;
- Identifier des intérêts communs des hommes et des femmes ;
- Eviter d'augmenter les résistances des hommes par une approche agressive ;
- Créer des alliances avec des hommes, chercher des portes-parole de la cause des femmes et des filles.

6) Communication et gestion de conflits : les contrats, codes locaux, statuts et règlements

- Vérifier et adapter les codes locaux, introduire les droits et les devoirs, « déneutraliser » le langage des codes locaux, c'est à dire introduire les notions de genre ;
- Simplifier les statuts et les règlements intérieurs (adapter à la législation en vigueur) ;
- Appuyer la reconnaissance juridique des structures et groupements ;
- Impliquer les femmes dans la gestion et la médiation des conflits ;
- Appuyer une démarche « civilisationnelle » de règlement de conflits par la société civile, appuyer des mécanismes non-répressifs de règlement de conflits ;
- Impliquer toutes les couches de la population (femmes, hommes, jeunes, sages, doyens de peul...) ;
- Organiser des ateliers de créativité pour remédier aux difficultés, pour développer des visions, etc..

7) La décentralisation :

- sensibiliser sur les droits et devoirs ;
- chercher des stratégies d'une meilleure implication des populations ;

- identifier et combattre les causes et stratégies susceptibles de causer des difficultés comme le problème de manipulation, exploitation pour des intérêts obscures, etc. ;
- renforcer la représentation des femmes dans les structures et organes sous-préfectoraux (actuel CDS) ;
- appuyer la coordination entre les divers partenaires au développement.

Pour la poursuite de la **démarche « G&D » durant la Phase V** :

- a) Le plan d'opération devrait être élaboré à partir des résultats et des actions concrètes identifiés lors de l'atelier du 14 au 16 mai 2001 et un système de suivi-évaluation surtout qualitatif s'impose.
- b) En vue d'assurer la poursuite de la démarche « G&D » entamée, il est nécessaire d'encadrer les agents du projet et du terrain par une personne, capable de concevoir des méthodes et instruments et de mettre en valeur l'approche dans les divers domaines en partant des réalités du terrain et des acquis du projet.
De préférence cette personne serait une Béninoise/ Africaine, Formation : Sciences sociales, Agro-sociologie, Développement rural et communautaire, avec une expérience de plusieurs années en
 - organisation paysanne
 - techniques d'animation avec des groupements féminins et masculins
 - maîtrise de l'approche « G&D »
 - Stratégies IEC – Information – Education – Communication
 - Gestion de conflits
 - expériences en formation/ perfectionnement des agents d'encadrement.
- c) Vu que le personnel actuel, entièrement masculin (à part la secrétaire et la VED), ne peut pas être licencié, il est conseillé d'identifier avec les groupements plusieurs femmes des structures ou d'autres organisations, ayant du dynamisme, des expériences et compétences dans la promotion des intérêts des femmes. Celles-ci devront être perfectionnées en vue de pouvoir assurer des formations auprès des groupements. Elles pourront évoluer en leaders/ personnes-ressource pour l'après-projet pour les groupements et structures et devenir par exemple des animatrices du village.
- d) Le contrat de la VED prend fin en novembre 2001. Le projet a déjà introduit une demande auprès du DED-SAD pour un(e) assistant(e) technique. Il est recommandé que la personne soit une assistante qui assurera le rôle de conseillère en G&D.
- e) L'engagement et l'appui des femmes ne devraient pas conduire à la situation que les agents masculins du projet se déchargent de leur responsabilité et de leur implication dans la mise en valeur de l'approche G&D. Pour cette raison, il est conseillé de former des équipes mixtes pour les diverses interventions.

- f) Un suivi ponctuel par une consultante internationale pourrait renforcer les actions entamées surtout sous les aspects : évaluation formative, développement organisationnel, élaboration des instruments, consolidation, transfert des compétences, évaluation de la pérennité des actions entamées.

BIBLIOGRAPHIE

Documents du Projet et de la Coopération :

Action Commune (KAS, FES, DED, MISAT, MDR, MEHU, MECCAG-PDFE, MEMH, MCAT) : Appui aux Communes – Action programmés dans le Cadre de la Coopération allemande 2001, Cotonou, Mars 2001

Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne : Présentation de la Coopération Bénino-Allemande. 2000

BMZ, Division 411, Stratégie de promotion en faveur de la participation à droits égaux des femmes et des hommes au processus de développement, -« Stratégie d'égalité des sexes » -, Bonn Juillet 1997

BMZ-GTZ/ Luso Consult : Projet Protection des Ressources Naturelles dans la région de Bassila : Atelier de Formation sur les Techniques d'Animation et de Planification au Village en intégrant l'approche Genre, du 20 mars au 3 avril 2000 à Bassila, par Nyiransabimana, Berthilde, Schäfer, Christine, Hamidou Seko Eliassou, Avril 2000

DED-Bénin : EO-Bericht 2000 (Einheimische Organisationen), Kobilke Helmut/ Souaré-Michel, Susanne, Mars 2001

Friedrich Ebert-Stiftung : Promotion de la Femme au Bénin – Livre Blanc, par Ariana Djoussou-Segla, 2e impression 1999

Friedrich Ebert Stiftung/ Réseau des Journalistes Economiques du Bénin : Visage du monde rural, « La Femme Rurale aux mille bras » 1999

GTZ, Kohlmeier, Chr./ Mack, R./ Zarges, W. : Développement rural au Bénin, Elément pour un Document de Stratégie sectorielle, Mai 2000

GTZ, Division 45, Développement Rural : Codes locaux pour une gestion durable des ressources naturelles – Recueil des expériences de la Coopération technique allemande en Afrique francophone. Eschborn 2000

GTZ, TÖB, Eva Sodeik : Interfaces entre organisations rurales de base et projets de développement, Recherche sur la forêt tropicale, Eschborn 1999

GTZ : Landesarbeitspapier (LAP) Bénin, 1. Entwurf, März 1999

GTZ , Division 405, Sabine Hartig : Promotion de l'artisanat et de la petite entreprise, Indications pour l'orientation selon le genre, Eschborn 1996

GTZ, Abt. 42, Juliane Osterhaus : Gender und Projektmanagement, Ein Beitrag zum Qualitätsmanagement der GTZ, Eschborn 1999

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

GTZ, Abt. 424, Cornelia Sepp : Waldwirtschaft und Naturschutz, Hinweise zur Gender-Orientierung, Eschborn 1996

GTZ, Schwedersky, Th./ Karkoschka, O./ Fischer, W. : Appui à la participation et à l'autopromotion dans la gestion des ressources naturelles - Un guide à l'intention des collaboratrices et collaborateurs de projet, Margraf Verlag, Weikersheim 1998

PNUD : Rapport sur le développement humain au Bénin 1998

République du Bénin, Centre d'Information et de Documentation sur les Collectivités locales au Bénin : Réforme de l'administration Territoriale en République du Bénin, Constitution de la République du Bénin. Les Textes législatifs. 2000

République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Direction des Forêts et des Ressources Naturelles/ GTZ-Luso-Consult : Plan d'Aménagement Participatif de la Forêt Classée de Pénésoulou, Août 1998

République du Bénin, Ministère d'Etat chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale, du Plan, du Développement et de la Promotion de l'Emploi, Projet Bénino-Allemand d'Appui à la Planification Décentralisée (GTZ) : Activités des ONG dans le Département de l'Atacora : Situation en 1999, Natitingou, Juin 2000

République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Déclaration de Politique de Développement Rural. Juillet 2000

République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Schéma Directeur du Développement Rural du Bénin : Plan Stratégique Opérationnel. Août 2000

République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Direction des Forêts et des Ressources Naturelles - Projet de Restauration des Ressources Forestières dans la Région de Bassila. Rapport d'Activités, Gestion Terroir, Phase 4 : Juillet 1998-Juin 2001, E. Hamidou Seko R/Ter, Bassila, septembre 2000

République du Bénin ; Ministère de la Protection Sociale et de la Famille : Politique Nationale de Promotion de la Femme, Cotonou, Novembre 2000

République du Bénin, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale (MISAT) : La réforme de l'administration territoriale /décentralisation/déconcentration) au Bénin : brève historique, situation et grandes lignes, Avril 2001

République du Bénin, Ministère du Développement Rural, Direction des Forêts et des Ressources Naturelles : Rapport d'Auto-évaluation de la 4e phase (1998-2001) du projet bénino-allemand P2RF – Projet de Restauration des Ressources Forestières dans la Région de Bassila. Bassila, octobre 2000

Réseau Genre et Créativité en Afrique (REGECA) : Cahier du REGECA 000 : Les Rapports Hommes/ Femmes dans les Sociétés en Afrique de l'Ouest –Ouagadougou - Mai 1995, Bamako, Juin 1996, Assemblée Générale constitutive du REGECA, Niamey - Octobre 1996, Juin 1998

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

Réseau Genre et Créativité en Afrique (REGECA) : Cahier du REGECA 001 : Les Rapports Hommes/ Femmes dans les Sociétés en Afrique de l'Ouest – Approche conceptuelle et outils d'analyse dans deux études de cas : Le foncier chez les Mossi du Burkina Faso, L'éducation chez les AKAN (Baoulé/ Agni), Juin 1998

Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non-Gouvernementales et Associations Africaines (RIFONGA Bénin) : La Décentralisation au Bénin : Un Défi pour la Femme. Janvier 1999

SNV/Bénin : Organisation Néerlandaise de Développement – Projet D'Appui au Développement à la Base à Cotonou (PADEB) : Rapport général de l'Atelier « Femmes et Décentralisation », tenu le Jeudi 20 Mai 1999 au DODIAM, Cotonou

UNICEF/ République du Bénin : Enfants et Femmes, avenir du Bénin, Juin 1998

Genre et Développement

Guijt, Irene/ Meera Kaul Shah (Ed.) : The Myth of Community – Gender issues in participatory development. London, UK 1998

Kabeer Naila : Reversed Realities – Gender Hierarchies in Development Thought. Verso, London New York 1994

Lamari, Moktar/ Schürings, Hildegard : Forces féminines et dynamiques rurales en Tunisie - Contributions socio-économiques et espoirs des jeunes filles du monde rural L'Harmattan, Paris, Février 2000, p. 256

March, Candida, Smyth, Ines and Maitrayee Mukhopadhyay : A guide to Gender-Analysis Frameworks, Oxfam GB 1999

Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila – PRRF,

Mission « Analyse et Planification - Genre et Développement »
23 Avril au 22 Mai 2001 au Bénin, par SCHÜRINGS Hildegard

Annexes

Annexe 1 : Abréviations

Annexe 2 : Termes de Référence

Annexe 3 : Calendrier d'activités

Annexe 4 : Rapport de l'Atelier de Réflexion, de Formation et de Planification
du 14 au 16 Mai 2001 avec 5 Annexes

Annexe 5 : Rapport préliminaire (Cotonou, Résumé du 21.05.2001)

Annexe 6 : Répertoire des Groupements féminins dans la sous-préfecture de
Bassila

ANNEXE 1 :

ABREVIATIONS

BMZ	Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
CAP	Contrôle de l'Etat d'Avancement du Projet (PFK)
CARDER	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CDS	Comité de Direction et de Surveillance
CGT	Comité de Gestion des Terroirs
CTP	Conseiller Technique Principal
DANIDA	Coopération danoise
D/PRRF	Directeur du Projet de Restauration des Ressources Forestières dans la région de Bassila
DED	Deutscher Entwicklungsdienst (SAD)
DFPRN	Direction des Forêts et de la Protection des Ressources Naturelles
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
FCFA	Franc CFA
F CFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique (100 F CFA = 1 Franc Français)
FC	Forêt Classée
FCP	Forêt Classée de Pénésoulou
GF	Groupements féminins
GFA	Gesellschaft für Agrarberatung
GRF	Gestion des Ressources Forestières
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GT	Gestion de Terroir
GTZ	Agence de Coopération Technique Allemande Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (avant MDR)
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative

MDR Ministère de Développement Rural

ONG Organisation Non Gouvernementale

PCM Project Cycle Management

PFK Projektfortschrittskontrolle (CAP)

PGRN Projet de Gestion des Ressources Naturelles

PPÜ Projektplanungsübersicht (SPP)

PRRF Projet de Restauration des Ressources Forestières dans la Région de Bassila

R/AF Responsable de l'Administration et des Finances

R/ESE Responsable Cellule Etude et de Suivi & Evaluation

R/FIL Responsable Unité Filière

R/FOR Responsable Unité Forêts

R/TER Responsable Unité Terroir

R/Zone Responsable de Zone

RDR Responsable du Développement Rural

SAD Service Allemand de Développement (DED)

SIVGUA Structure Inter- Villageoise de Gestion des Unités d'Aménagement

SNV Service Néerlandais de Volontaires

SP Sous-préfecture

SVGT Structure Villageoise de Gestion des Terroirs

SVGUA Structure Villageoise de Gestion de l'Unité d'Aménagement

VED Volontaire Européen pour le Développement

ZOPP Zielorientierte Projektplanung (Planification de Projet par Objectifs)

ANNEXE 2 :

TERMES DE REFERENCE

Mission court-terme pour le renforcement de la stratégie en matière de genre

Introduction

Suite à la mission de contrôle d'avancement de projet qui s'est terminée en novembre 2000, il a été recommandé de réaliser, toujours au cours de la phase 4 une mission en stratégie en matière de Genre. En effet, le personnel du projet est essentiellement masculin et souhaite un soutien dans le domaine précité.

De plus, cet appui semble utile afin d'entrer dans la phase 5 avec une stratégie cohérente et approuvée par tous, et en correspondance avec les conceptions de développement du Bénin et de l'Allemagne.

Méthode

Prise de contact avec les autorités

Interviews et entretiens, compilation de la documentation, ensuite visite de terrain des différents groupements, même les isolés et discussions avec les partenaires à tous les niveaux, Bassila et Natitingou.

Etablissement d'une stratégie prenant en compte la fin du projet et les possibilités réelles.

Restitution approfondie au niveau projet et aux autorités

Restitution à la GFA

Thèmes

Partant d'une analyse, au niveau de la sous-préfecture, de la place actuelle de la femme dans la vie publique et dans le domaine économique, la consultante explorera des possibilités de renforcer son poids dans les organisations villageoises impliquées dans la gestion des ressources naturelles et d'accroître les revenus qu'elle peut retirer de l'utilisation de ces ressources. Dans le détail il s'agit d'étudier par quels moyens les femmes peuvent davantage faire valoir leurs intérêts dans les structures villageoises de gestion des unités d'aménagement, dans les groupements d'intérêt économique et dans les comités créés dans le cadre de la gestion de terroirs.

Il faudra également analyser l'opportunité de sécuriser leur droits sur des ressources qu'elles exploitent déjà où pour lesquelles elle s'apprêtent à le faire, comme par exemple la plantation de fruitiers, comme les manguiers ou des palmiers. On examinera de même, si et comment on pourrait faire accéder les femmes à des activités en relation avec les ressources forestières, dont elles se trouvent plus ou moins écartées. A titre d'exemple on peut citer la récolte des noix de cajou dans les plantations des forêts classés.

Par rapport à la prise en compte des aspects gender par les agents du projet, il faudra vérifier dans quelle mesure cette exigence est satisfaite et étudier le cas échéant quelles mesures de formation et de sensibilisation doivent être mise en œuvre. La consultante effectuera ce travail de formation et de sensibilisation, pour autant que cela est faisable dans le cadre de la mission. . Si nécessaire, elle conseillera l'équipe d'animation

concernant l'aménagement de son plan de travail afin de mieux y intégrer les aspects genre.

Il y a finalement lieu d'examiner quelles modifications pourront être apportées au système de suivi-évaluation pour pouvoir mesurer de manière séparée les effets de l'action du projet sur les femmes et les hommes.

Dans toutes les propositions on tiendra compte du fait que l'appui actif du projet prendra fin dans trois ans. On veillera également à ne pas rechercher des solutions qui n'apportent qu'une plus grande représentation formelle sans augmentation du pouvoir de décision réel des femmes ou sans amélioration notable de la part qui leur revient dans la répartition des revenus.

Profil de la consultante

Commentaire :

Elle doit être spécialiste en organisations paysannes et en Genre, connaître la stratégie GTZ et BMZ en cours dans ces domaines, avoir une expérience de terrain en Afrique de l'Ouest et parler couramment le français.

Lieu et Durée

A Cotonou et Bassila, 5 semaines, entre mars et mai.

Programme et nombre de jours

Voyage vers le Bénin, 1j

Discussion avec les cellules concernées au Ministère du Développement Rural et de la DFRN et les représentants de la GTZ, 2j

Voyage sur Bassila, 1j

Travail de visite et entretiens, 10j (attention que le personnel ne travaille pas les WE)

Conception d'une stratégie et entretiens, 10j

Restitution au staff, 1j

Atelier avec animateurs, 3j

Voyage vers Cotonou, 1j

Restitution aux autorités du Ministère du Développement Rural, Direction des Forêts et des Ressources Naturelles, GTZ, 1j

Voyage vers l'Allemagne, 1j

Rédaction d'un rapport retraçant les analyses et les recommandations, 5j

Total = 36j

ANNEXE 3

Calendrier d'activités durant la Mission au Bénin du 23.04. au 22.05.2001 :
Consultante : Hildegard Schürings

Date	Heure	Personnes/ Institutions/ Mission
Lundi 23.04.2001	6.00h 20.00h	Départ Frankfurt – Paris – Cotonou Arrivée Accueil par Christine Schäfer, VED, Eric Lacroix, CTP, Projet PRRF Bassila
Mardi 24.04.2001	8.30h -10h 11-17h 17-19h 20-22h	M. Harlander, Conseiller GTZ au MDR, M. Lacroix, Mme Schäfer Lecture de la documentation Genre au Centre de documentation, DED M.Hohenwald, délégué DED, M. Quilfrid Edouard, M. Lacroix, Mme Schäfer Mme Heike Wach, Conseillère genre et développement DED, Mme Schäfer
Mercredi 25.04.2001	9h -10.30h 11-12.30h 13-15h 15-16h 19-22h	M. Schneiderfritz, représentant GTZ, conseiller au Ministère de l'Intérieur Décentralisation M. S. Sönke, Ambassade de l'Allemagne M. M. Franzke, Conseillère Ministère de l'Environnement, précédemment Conseillère Genre et Développement DED Mme H. Wach, Documentation DED M. R. Ségbènou, précéd. Secrétaire générale INDADES-Formation
Jeudi 26.04.2001	8-10h 10h-18h	Bureau GTZ Voyage sur Bassila Présentation au Bureau Projet PRRF
Vendredi 27.04.2001	8.30h-9.30h 10-12.30h 15-18.30h	M. le Directeur du Projet Réunion avec le staff du Projet, présentation du projet Elaboration et planification du programme de la mission, Diagnostic Formation des cinq équipes de travail
Samedi 28.04.2001	9-12.30h 15-22h	Entretien avec Mme Chr. Schäfer, VED Lecture de la documentation Elaboration des termes de référence pour cinq volets d'un diagnostic « genre et développement »
Dimanche 29.04.2001	9-13h 15-21h	Lecture de la documentation Elaboration des termes de référence pour quatre volets d'un diagnostic « genre et développement »
Lundi 30.04.2001	8.30-12.30h 15-18.30h	Réunion avec le staff PRRF, introduction à la démarche méthodologique : Présentation et débat sur les objectifs du diagnostic, la méthodologie et les Termes de référence Initiation de l'équipe de travail I Initiation de l'équipe de travail II
Mardi 01.05.2001	9-13h 15-18.30h	Finalisation des termes de référence IV et III Initiation de l'équipe IV
Mercredi 02.05.2001	8.30- 12.30h	Initiation de l'équipe III

Calendrier d'activités de la mission de Hildegard Schürings du 23.04. au 22.05.2001 au Bénin,
« Genre et Développement » – Restauration des Ressources naturelles, Bassila

	15-18.30h	Initiation de l'équipe V
Jeudi 03.05.2001	8-10.30 10.45 -13.00h -19.00h	Visite du groupement de femmes à Bakabaka Visite de la structure villageoise de Bassila (SVGUA) Préparation des questionnaires
Vendredi 04.05.2001	7.30- 14.30 16.00 – 19.00h	Visite de la SVGT- Gestion de Terroir de Nioro Visite de la SVGUA Pénéssoulu Visite de la SVGUA Bassila (Adjiro)
Samedi 05.05.2001	10.00- 19.00h	Mise en commun des cinq équipes de recherche Dépouillement des entretiens Lecture de la documentation
Dimanche 06.05.2001	10-19.00h	Préparation de la visite des groupements féminins (Guide d'interview) Lecture de la documentation
Lundi 07.05.2001	7.30h - 17.00h	Visite du groupement de femmes de Kadégué Visite du groupement de femmes de Naagayilé
Mardi 08.05.2001	7.30h -14.30h 15.30h -19.00h	Visite du groupement de femmes de Wannou Visite du groupement de femmes de Frignion
Mercredi 09.05.2001	8.00h 11.00- 13.00h 15.00- 16.30h 21.00h	Dépouillement des entretiens CARDER, RDR, M. Assani Abdou Raoufou, Chr. Schäfer Entretien avec Mm Sahliatou Afo (Animatrice) Dépouillement entretiens
Jeudi 10.05.2001	9.00h- 11.00h- 13.00h	Entretien avec MM. le Sous-Préfet de Bassila et E. Lacroix Dépouillement avec les équipes : visites de terrain SVGUA
Vendredi 11.05.2001	8.30h -13.00h 15.00- 18.00h	Travaux de bureau – Préparation de l'atelier Dépouillement avec les équipes : visites des groupements de femmes
Samedi 12.105.2001	10.00h 19.00h	Préparation de l'atelier de Réflexion, de Formation et de Planification
Dimanche 13.05.2001	10.00h- 19.00h	Préparation de l'atelier
Lundi 14.05.2001	9.00 -19.00h	Facilitation de l'Atelier de réflexion, de formation et de planification « Genre et Développement »
Mardi 15.05.2001	8.00h- 19.00h	Facilitation de l'Atelier de réflexion, de formation et de planification « Genre et Développement »
Mercredi	8.00h-	Facilitation de l'Atelier de réflexion, de formation et de planification

Calendrier d'activités de la mission de Hildegard Schürings du 23.04. au 22.05.2001 au Bénin,
 « Genre et Développement » – Restauration des Ressources naturelles, Bassila

16.05.2001	19.00h	« Genre et Développement » Clôture
Jeudi 17.05.2001	8.00h- 21.00h	Evaluation de l'atelier Restitution des résultats de la mission au staff – PRRF, M. Czesnik
Vendredi 18.05.2001		Rédaction du rapport de l'atelier Rédaction du Résumé de la mission
Samedi 19.05.2001	7.00- 13.00h 13h -21.00h	Redaction du rapport de l'atelier Voyage sur Cotonou
Dimanche 20.05.2001	9.00h 13.00h 17.00h -20.00h	Rédaction du résumé de la mission Rédaction du rapport de l'atelier Entrevue avec Mme Schäfer
Lundi 21.05.2001	8.30h 10h 17h 20-22h	M. Harlander, MEAP, Chr. Schäfer, E. Lacroix Rédaction du rapport de l'atelier Mme Heike Wach, M. Hohenwald, DED Rencontre avec Mmes Monika Franzke, GTZ, Heike Wach, DED, Christine Schäfer VED et Eric Lacroix
Mardi 22.05.2001	7.00h- 12.30h 15.30- 17.30h 24h	Rédaction du rapport de l'atelier Réunion avec Mme Alidou-Deen Aichatou , responsable de la cellule promotion féminine, Direction de la Programmation au MAEP, M. Lacroix, Mme Schäfer Départ pour Paris – Frankfurt
Mercredi 23.05.2001	16.30 h	Arrivée à Frankfurt am Main

ANNEXE 6 : PRRF : Inventaire des Groupements Féminins dans la sous-préfecture de Bassila, Fiche de suivi **28.04.2001**

N.	VILLAGE ANIMATEUR	NOM DU GROUPEMENT	2 ACTIVITÉ										CREE	H/F ACTIV SUIVI	PÉRIODE	CHIFFRES D'AFFAIRE	PLANTS PÉPI.	VISITE
			Ma	Savon	Pépi	Charb	Api	Tont	Autr									
1	Bankini (Saliatou)	Gida ce gaja	X	X								X	1999	0/23 F4	10/00-03/01 10/00-03/01	Ma : 7.100 Autr : 9.000		16.12.99 27.04.00 23.02.01
2	Bakabaka (Saliatou)	Tchoukoule (« il faut s'efforcer »)	X	X	X							X	1985	0/25 F5	10/99-06/00	Ma : 25.000		28.12.99 29.02.00 26.04.v.é. 10.05.v.é.
3	Bassila, Zongo	Gufaba kugalei (« la réflexion est importante »)	X	X									1998	0/16 0/7 F1	07/00-09/00	Pépi : 120.000	T : 3.428	28.04.00 12.07.00
4	Bassila, Adjégoté	Sourou taagne (« la patience doit être trouvée »)	X	X								X	1998	1/14 1/14 F4	07/99-12/99	Sav : 25.770		28.04.00
5	Adjiro (Codjo)	Nonklouman (« il est bon être en groupe »)	S'EST SUBDIVISE LE 08.05.2000 EN 3 GROUPEMENTS										1999	0/40	07/99 07/99-12/99 02/99-10/99	Pépi : 31.000 Sav : 11.650 Ma : 9.070	T : 1.240	14.02.00
6	Adjiro	Tèwèvé (« il fait jour »)	X	X									5/2000	0/5 0/3 F2	2000-2001	Sav : 4.000		30.06.00 21.09.00
7	Adjiro	Lanabla (« fait, pour que ça réussisse »)	X	X	X							X	5/2000	0/14 F2	1999-2001 2000-2001	Pépi : 56.000 Riz : 14.000	T : 1.600	30.06.00 21.09.00

Explications :

¹ Distribution du matériel : 2 arrosoirs, 1 brouette, 1 râteau, 2 pelles.

² Activités : Maraîchage, Savon, Pépinière, Charbon, Apiculture, Tontine, Autres (champs, petit commerce, stockage, cotisation par des membres, sel iodé)

³ Suivi : Fonctionnement F1 – F5 : (ne fonctionne pas – insuffisant – moyen – bien – très bien)

Calendrier d'activités de la mission de Hildegard Schürings du 23.04. au 22.05.2001 au Bénin,
« Genre et Développement » – Restauration des Ressources naturelles, Bassila

N.	VILLAGE ANIMATEUR	NOM DU GROUPEMENT	2°ACTIVITÉ										CHIFFRES D'AFFAIRE	PLANTS PÉPI.	VISITE		
			Ma	Savon	Pépi	Charb	Api	Tont	Autr	CREE	H/F ACTIV SUIVI	PÉRIODE					
7	Adjiro	Ticharidadi (« il faut s'efforcer pour gagner »)				X							5/2000	1/12 0/0 F1			30.06.00 21.09.00
8	Adjiro	Tryenta	X	X	X	X					X		1999	0/6 0/6 F3	Pépi : 27.000 Sav : 6.095 Ma : 1.510 Char : 4.800 Autr : 5.600	T : 535	14.02.00 27.04.00 10.05.v.é. 30.06.00 21.09.00
9	Wannou (Alassane)	E gbe yeni aye dero (« que la vie soit facile »)	X	X							Crédit		1999	0/12 Ma : 0/2 F1	Sav : 5.000 Ma : 3.000		14.04.00 13.03.01
10	Igbéré (Alassane)	Ife Lodu (« entièrement une monde »)		X							X		1998	0/24 0/12 F4	Sav : 116.900 Sav : 8.000		14.04.00 13.03.01
11	Guiguissou (Romain)	Saraidjabayokalam	X	X							X		1998	2/25 2/25 F3	Ma : 10.000 Sav : 8.000		Dec 99 20.04.00
12	Frignion (Claudine)	Lanwintor	X	X									1994	0/19 Ma : 0/5 F4	Sav : 20.515		Jan. 00 19.04.00 28.06.00
13	Frignion	Tchoukoulé (« il faut s'efforcer »)		X							X		1998	0/19 F3	Sav : 4.250 Sav : 33.020		Jan. 00 19.04.00 28.06.00 15.03.01

Explications :

² Distribution du matériel : 2 arrosoirs, 1 brouette, 1 râteau, 2 pelles.

² Activités : Maraîchage, Savon, Pépinière, Charbon, Apiculture, Tontine, Autres (champs, petit commerce, stockage, cotisation par des membres, sel iodé)

³ Suivi : Fonctionnement F1 – F5 : (ne fonctionne pas – insuffisant – moyen – bien – très bien)

s : Elaboration des Statuts

Calendrier d'activités de la mission de Hildegard Schürings du 23.04. au 22.05.2001 au Bénin,
« Genre et Développement » – Restauration des Ressources naturelles, Bassila

N.	VILLAGE ANIMATEUR	NOM DU GROUPEMENT	2°ACTIVITÉ										CREE	H/F ACTIV SUIVI	PÉRIODE	CHIFFRES D'AFFAIRE	PLANTS PÉPI.	VISITE
			Ma	Savon	Pépi	Charb	Api	Tont	Autr									
14	Frignion	Ifouba	X	X										9/13 Ma : 9/6 F5	09/99-01/00 11/99-03/00 03/00-09/00	Sav : 23.340 Ma. : 17.650 Sav : 11.250		19.04.00 28.06.00 07.07.v.é. 14.11.00s
15	Frignion	Issantunadu (« que Dieu t'aide »)	X	X										1/12 F4		Sav : 9.560		28.06.00
16	Talou (Claudine)	Apiculteur Talou					X							1/5 F1				09.05.00
17	Kodowari (Claudine)	Se sourou (« la patience »)					X				X			1/25 F2				09.05.00
18	Pénésoulou (Moukatifa)	Suru farma akpedena			X									2/12 F3	08/00-09/00	Pépi : 321.195	T : 6.677 Aut: 1.750	29.12.99
19	Pénésoulou (Sahadatou)	Le na je (« il faut faire avant manger »)	X	X	X									0/12 F3	05/99-03/00 08/00 08/00-09/00 10/00-01/01	Sav : 18.000 Pépi : 375.000 Sav : 13.000 Pépi : 129.155 Sav : 15.000	T : 15.000 T : 3.333 Aut : 250	29.12.99
20	Pénésoulou (Sahadatou)	Kagnaname (« aide moi d'apprendre »)									X			0/9 F4	10/99-02/00	Sel iodé : 182.000		11.05.00 22.11.00s
21	Taba (Gounou)	Islamia		X							X			0/34		Sav : 10.000		14.04.00
22	Dengou (Issa)	Se sourou (« la patience »)		X						X				2/10 F5	07/99-01/00 2000 2000	Sav : 16.300 Sav : 19.000 Tont : 25.000		21.04.00 07.07. v.é.
23	Melang (Issa)	Ganogaden	X	X										3/8 F4				07.07. v.é. 07.12.00
24	M'Borko (Djibril)	Itipicim		X							X			0/11 Sav : F5 Autr : F3	06/99-03/00 11/98-02/00 09/00	Sav : 46.075 Autr : 53.000		21.04.00 16.03.01
																Sav : 6.925		

N.	VILLAGE ANIMATEUR	NOM DU GROUPEMENT	2°ACTIVITÉ								CREE	H/F ACTIV SUIVI	PÉRIODE	CHIFFRES D'AFFAIRE	PLANTS PÉPI.	VISITE	
			Ma	Savon	Pépi	Charb	Api	Tont	Autr								
25	Naagaylé (Sahadatou)	Gui-le-bene / Leebéni (« montrer sa technique »)										1998	0/10 F2	2000	Beign : 7.500		11.02.00 19.07.00 04.04.01
26	Naagaylé	Ichene da gudoni (« l'argent est dans la forêt »)	X		X						X	1997	4/24 F5	1999 2000	Pépi : 595.000 Pépi : 350.000	T : 20.000 T : 10.000	11.02.00 26.04.v.é. 11.05.00 19.07.00 15.09.00 04.04.01
27	Naagaylé	Gui guana guta gnan («réfléchissons »)		X							X	1998	0/13 F3	2000	Karité : 21.000		11.02.00 04.04.01
28	Naagaylé	Ganogedepana (« l'union fait la force »)									X	1996	0/30 F3				11.02.00 19.07.00 15.09.00
29	Naagaylé	Uso non datèn (« la douceur est dedans »)				X						1999	2/5 F4	12/00 01/01 02/01 03/01	31.000 25.000 28.000 18.000		11.02.00 04.04.01
30	Nagaylé	Apicultrice						X				03/01	2/10				
31	Pénélan	On nua opeta (« nous avons le bonheur »)	X	X	X							1994	2/18 F5 Sav : F3	98-99 08/00-09/00	Pépi : 450.000 Pépi : 203.800	T : 15.000 T : 4.000 Aut.2.000	29.12.99 16.05.00 21.02.01
32	Pénélan	Alafia (« c'est bien »)	X		X							1998	2/10 Ma : F5 Pépi : F3	98-99 08/00-09/00	Pépi : 250.000 Pépi : 89.000	T : 10.000 T : 3.000	16.05.00 21.02.01
33	Pénélan	Sourou (« la patience »)	X		X							1998	2/12 F3	99 08/00-09/00	Pépi : 250.000 Pépi : 89.000	T : 10.000 T : 3.000	29.12.99 21.02.01

Calendrier d'activités de la mission de Hildegard Schürings du 23.04. au 22.05.2001 au Bénin,
« Genre et Développement » – Restauration des Ressources naturelles, Bassila

N.	VILLAGE ANIMATEUR	NOM DU GROUPEMENT	2° ACTIVITÉ							CREE	H/F ACTIV SUIVI	PÉRIODE	CHIFFRES D'AFFAIRE	PLANTS PÉPI.	VISITE		
			Ma	Savon	Pépi	Charb	Api	Tont	Autr								
34	Pénélan (Moukatila)	Udjiou upe tu (« il fait jour »)				X					1998	4/8 F3	2000	17.000		29.12.99	
35	Nioto (Moukatila)	Tchaye grande (« aide toi et le ciel t'aidera »)	X	X	X				X		1997	1/9 Ma : F4 Sav : F1 Pépi : F5	99	Pépi : 250.000 Autr : 100.000 Pépi : 110.350	T : 3.000 Autr : 1.000	29.12.99 16.05.00	
36	Nioto	Zimbiri (« le courage »)	X	X	X						1998	1/11 F4 Sav : F1	99	Pépi : 220.000 Côtis : 43.200 Pépi : 70.025	T : 8.800 T : 2.000 Autr : 250	29.12.99 16.05.00	
37	Nioto	Sourou (« la patience »)	X		X				X		1997	0/14 Ma : F2 Pépi : F4	99	Pépi : 250.000 Autr : 43.200 Pépi : 70.025	T : 10.000 T : 2.000 Autr : 250	29.12.99 16.05.00	
38	Nioto	Ariziki (« la chance »)	X		X						1998	1/20 Ma : F4 Pépi : F5	99	Pépi : 250.000 Autr : 43.000 Pépi : 131.600 Ma : 12.000	T : 10.000 T : 3.000 Autr : 1.000	29.12.99 16.05.00	
39	Kadégué (Ibrahim)	Fezi (« le repos ») Zibri (« le courage »)		X					X		1999	1/23 Sav : F1 Gari : F2 Huil : F3	99	Sav + Gari : 6.500 Sav : 31.150		17.05.00 18.07.00	
40	Partago (Ibrahim)	Sourou (« la patience »)		X					X		1991	1/16 Sav : F2 Gari : F3	08/00-09/00	Sav + Gari : 54.000 Sav : 7.000		17.05.00 18.07.00	
TOTAL			18	24	13	4	3	1	20								

Explications :
† Distribution du matériel : 2 arrosoirs, 1 brouette, 1 rateau, 2 pelles.

² Activités : **Marâtchage, Savon, Pépinière, Charbon, Apiculture, Tontine, Autres** (champs, petit commerce, stockage, cotisation par des membres, sel iodé)

³ Suivi : **Fonctionnement F1 – F5** : (ne fonctionne pas – insuffisant – moyen – bien – très bien)
s : élaboration des Statuts